



CHAPITRE 36

CHAPTER 36

Loi modifiant la Loi de la nomination des constables

An Act to amend the Constables' Appointment Act

[Sanctionnée le 10 décembre 1952]

[Assented to, the 10th of December, 1952]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

S.R.,
c. 48,
aa. 11-16,
aj.

1. La Loi de la nomination des constables (Statuts refondus, 1941, chapitre 48) est modifiée en y ajoutant, après l'article 10, les suivants:

1. The Constables' Appointment Act R.S.,
(Revised Statutes, 1941, chapter 48) is c. 48,
amended by adding thereto, after section ss. 11-16,
10, the following sections: added.

Mode de
nomina-
tion.

“11. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, toute nomination d'un officier de police temporaire, par le maire d'une corporation municipale de cité ou de ville, quelle que soit la loi qui la régit, doit être faite par écrit, sous la signature du maire, en deux exemplaires, dont l'un doit être déposé sans délai dans les archives de la corporation et l'autre, remis à l'officier de police temporaire, qui doit le garder constamment sur lui pendant la durée de ses fonctions.

Avis.

Le maire doit immédiatement, si possible, sinon au plus tard le jour suivant la nomination, faire parvenir au greffier de la paix du district judiciaire dans lequel la municipalité est située un avis, sous sa signature, contenant les nom, prénoms, qualité et adresse de l'officier de police temporaire, ainsi que la date et la durée de sa nomination.

Affichage.

Le greffier doit afficher cet avis dans un endroit du greffe de la paix accessible au

“11. Notwithstanding any legislative provision inconsistent herewith, every appointment of a temporary police officer, by the mayor of a city or town municipal corporation, whatever be the act governing it, must be made in writing, under the hand of the mayor, in duplicate, one of which must be deposited forthwith in the records of the corporation and the other delivered to the temporary police officer who must carry it continuously with him for the duration of his duties.

Mode of
appoint-
ment.

The mayor, if possible immediately and otherwise not later than the day following the appointment, shall forward to the clerk of the peace of the judicial district in which the municipality is situated a notice under his hand containing the surname, names, occupation and address of the temporary police officer, as well as the date and duration of his appointment.

Notice.

The clerk shall post up such notice in a place in the peace office open to the

Posting
up.

public, pendant la durée des fonctions de l'officier de police temporaire.

public, for the duration of the duties of the temporary police officer.

Qualités
requises.

"12. Nul ne peut être nommé par le maire officier de police temporaire à moins d'être citoyen canadien, de bonnes mœurs, de bonne réputation et exempt de toute condamnation en matière criminelle.

"12. No person may be appointed temporary police officer by the mayor unless he is a Canadian citizen, of good moral character and repute and free from any criminal condemnation. Qualifications required.

Serment.

"13. Avant d'entrer en fonctions, tout officier de police temporaire visé par l'article 11 est tenu de prêter un serment, suivant la formule de l'article 4, devant un juge des sessions, un protonotaire de la Cour supérieure, un magistrat de district, un greffier de la paix ou un greffier d'une Cour de magistrat.

"13. Before entering on his duties, every temporary police officer contemplated in section 11 must make oath, in the form of section 4, before a judge of the sessions, a prothonotary of the Superior Court, a district magistrate, a clerk of the peace or a clerk of a Magistrate's Court. Oath.

Certifi-
cats.

La personne qui reçoit ce serment en délivre deux certificats à l'officier de police temporaire, qui doit en garder un constamment sur lui pendant la durée de ses fonctions et déposer l'autre immédiatement, si possible, sinon au plus tard le jour suivant, au greffe de la paix du district judiciaire dans lequel la municipalité est située, pour faire partie des archives de ce greffe.

The person who administers such oath shall deliver two certificates thereof to the temporary police officer who must carry one of them continuously with him for the duration of his duties and deposit the other, immediately if possible and otherwise not later than the following day, in the peace office of the judicial district in which the municipality is situated, to form part of the records of such office. Certificates.

Justifica-
tion de
qualité.

"14. Tout officier de police temporaire doit, s'il en est requis à l'occasion d'un acte posé dans l'exercice de ses fonctions, justifier de sa qualité officielle en exhibant l'exemplaire de sa nomination et le certificat de prestation de son serment d'office qu'il porte sur lui.

"14. Every temporary police officer shall, if so required on the occasion of an act done in the exercise of his functions, give proof of his official status by showing the duplicate of his appointment and the certificate of administration of his oath of office which he carries with him. Proof of status.

Infraction
et peine.

"15. Le défaut de déposer un exemplaire de la nomination d'un officier de police temporaire dans les archives de la corporation, ou d'en remettre un à l'officier de police temporaire, ou de faire parvenir au greffier de la paix, suivant les prescriptions de l'article 11, un avis de la nomination d'un officier de police temporaire constitue une infraction qui rend le contrevenant passible, sur poursuite sommaire, pour une première infraction, d'une amende de cent dollars à deux cents dollars et, pour toute infraction subséquente, d'une amende de deux cents dollars à quatre cents dollars, et des frais dans chaque cas, et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de un mois à deux mois.

"15. Failure to deposit a duplicate of the appointment of a temporary police officer in the records of the corporation, or to deliver one to the temporary police officer, or to forward to the clerk of the peace, pursuant to the provisions of section 11, a notice of appointment of a temporary police officer shall constitute an offence rendering the offender liable, on summary proceeding, for a first offence to a fine of one hundred dollars to two hundred dollars and, for each subsequent offence, to a fine of two hundred dollars to four hundred dollars, and costs in each case, and in default of payment of the fine and costs, to imprisonment for one month to two months. Offence and penalty.

Infraction
distincte.

Le défaut d'accomplir quelqu'un des actes mentionnés au présent article à l'occasion de la nomination de plus d'un officier de police temporaire constitue une infraction distincte pour chacune de ces nominations.

Infraction
et peine.

"16. Tout officier de police temporaire qui exerce ou tente d'exercer ses fonctions sans avoir prêter le serment d'office prescrit par l'article 13, ou qui néglige ou refuse de porter sur lui un exemplaire de sa nomination ou un exemplaire du certificat de prestation de son serment d'office, ou de déposer un exemplaire de ce dernier au greffe de la paix du district judiciaire dans lequel la municipalité est située, ou qui contrevient aux dispositions de l'article 14, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, pour une première infraction, d'une amende de cent dollars à deux cents dollars et, pour toute infraction subséquente, d'une amende de deux cents dollars à quatre cents dollars, et des frais dans chaque cas, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de un mois à deux mois."

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am.

2. L'article 426 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), modifié par l'article 8 de la loi 12 George VI, chapitre 29, par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 60, et par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 51, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le sous-paragraphe *k* du paragraphe 16°, le sous-paragraphe suivant:

Disposi-
tions ap-
plicables.

"*l*) Les dispositions des articles 11 à 16 de la Loi de la nomination des constables (chapitre 48) s'appliquent à la nomination et à l'exercice des fonctions des officiers de police temporaires nommés par le maire en vertu d'un règlement adopté sous l'empire du premier alinéa du présent paragraphe, nonobstant toute disposition inconciliable dudit règlement;"

1899,
c. 58,
a. 300,
am.

3. Le paragraphe 101 de l'article 300 de la Charte de la cité de Montréal (62 Victoria, chapitre 58) est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

Disposi-
tions ap-
plicables.

"Les dispositions des articles 11 à 16 de la Loi de la nomination des constables

Separate
offence.

Failure to perform any of the acts mentioned in this section on the occasion of the appointment of more than one temporary police officer shall constitute a separate offence for each of such appointments.

Offence
and
penalty.

"16. Every temporary police officer who exercises or attempts to exercise his functions without having taken the oath of office prescribed by section 13, or who neglects or refuses to carry with him one of the duplicates of his appointment or one of the duplicates of the certificate of administration of his oath of office, or to deposit a duplicate of the latter in the peace office of the judicial district in which the municipality is situated, or who infringes the provisions of section 14, shall be guilty of an offence and liable, on summary proceeding, for a first offence to a fine of one hundred dollars to two hundred dollars and, for each subsequent offence, to a fine of two hundred dollars to four hundred dollars, and costs in each case, and, in default of payment of the fine and costs, to imprisonment for one month to two months."

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am.

2. Section 426 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), amended by section 8 of the act 12 George VI, chapter 29, by section 4 of the act 13 George VI, chapter 60, and by section 1 of the act 15-16 George VI, chapter 51, is again amended by adding thereto, after sub-paragraph *k* of paragraph 16, the following sub-paragraph:

Provisions
to apply.

"*l*. The provisions of sections 11 to 16 of the Constables' Appointment Act (chapter 48) shall apply to the appointment and to the exercise of the functions of temporary police officers appointed by the mayor under a by-law passed in virtue of the first paragraph of this paragraph, notwithstanding any inconsistent provision of the said by-law;"

1899,
c. 58,
a. 300,
am.

3. Paragraph 101 of article 300 of the Charter of the city of Montreal (62 Victoria, chapter 58) is amended by adding thereto the following paragraph:

Provisions
to apply.

"The provisions of sections 11 to 16 of the Constables' Appointment Act

(Statuts refondus, 1941, chapitre 48) s'appliquent à la nomination et à l'exercice des fonctions des officiers de police temporaires nommés par le maire en vertu d'un règlement adopté sous l'empire de l'alinéa précédent, nonobstant toute disposition inconciliable dudit règlement."

1929,
c. 95,
a. 336,
am.

4. Le paragraphe 98 de l'article 336 de la Charte de la cité de Québec, 1929 (19 George V, chapitre 95) est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

Disposi-
tions ap-
plicables.

"Les dispositions des articles 11 à 16 de la Loi de la nomination des constables (Statuts refondus, 1941, chapitre 48) s'appliquent à la nomination et à l'exercice des fonctions des officiers de police temporaires nommés par le maire en vertu d'un règlement adopté sous l'empire de l'alinéa précédent, nonobstant toute disposition inconciliable dudit règlement."

Disposi-
tions ap-
plicables.

5. Les dispositions des articles 11 à 16 de la Loi de la nomination des constables (Statuts refondus, 1941, chapitre 48) s'appliquent au surplus à la nomination et à l'exercice des fonctions de tout officier de police temporaire, constable spécial ou agent de la paix nommé par le maire d'une cité ou d'une ville, quelle que soit la loi qui la régit, en vertu d'une disposition de cette loi, de sa charte ou d'un règlement adopté par son conseil municipal, nonobstant toute disposition inconciliable de la loi, générale ou spéciale, ou de la charte qui régit la municipalité ou du règlement qui autorise cette nomination.

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

(Revised Statutes, 1941, chapter 48) shall apply to the appointment and to the exercise of the functions of temporary police officers appointed by the mayor under a by-law passed in virtue of the preceding paragraph, notwithstanding any inconsistent provision of the said by-law."

4. Paragraph 98 of section 336 of the Charter of the city of Quebec, 1929 (19 George V, chapter 95) is amended by adding thereto the following paragraph:

1929,
c. 95,
s. 336,
am.

"The provisions of sections 11 to 16 of the Constables' Appointment Act (Revised Statutes, 1941, chapter 48) shall apply to the appointment and to the exercise of the functions of temporary police officers appointed by the mayor under a by-law passed in virtue of the preceding paragraph, notwithstanding any inconsistent provision of the said by-law."

Provisions
to apply.

5. The provisions of sections 11 to 16 of the Constables' Appointment Act (Revised Statutes, 1941, chapter 48) shall also apply to the appointment and to the exercise of the functions of every temporary police officer, special constable or peace officer appointed by the mayor of a city or town, whatever be the act governing it, under a provision of such act, of its charter or of a by-law passed by its municipal council, notwithstanding any inconsistent provision of the general or special act or of the charter governing the municipality or of the by-law authorizing such appointment.

Provisions
to apply.

6. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.